

Brésil : Bolsonaro limogé son ministre de la Santé en pleine pandémie

- Luiz Henrique Mandetta est accusé d'insubordination envers un chef de l'Etat qui prône la fin du confinement et l'usage à outrance de la chloroquine.
- Le changement de ministre de la Santé au cœur d'une bataille sanitaire paraît périlleux.

« Ça suffit, hein ? » En sursis depuis une semaine, le ministre brésilien de la Santé, en désaccord total avec son président, a finalement jeté l'éponge. Engagé dans la lutte contre le coronavirus, Luiz Henrique Mandetta devrait néanmoins rester en poste jusqu'à la désignation de son successeur. Défenseur de la politique du confinement pour retarder au maximum « l'effondrement » du système de santé public et la saturation des hôpitaux, il s'est heurté de front au président brésilien, Jair Bolsonaro, favorable à la reprise immédiate des activités économiques pour éviter l'explosion du chômage.

« Nous avons un président qui nie la science, les preuves et les faits, souligne le politologue Claudio Couto. Comme le ministre de la Santé a choisi de défendre des politiques publiques raisonnables, conformes au consensus mondial de la communauté scientifique sur la question, il est devenu gênant. »

La goutte qui a fait déborder le vase est tombée dimanche soir lors d'une émission télévisée à grande audience. Le ministre, très populaire en raison de son franc-parler, a exigé que le gouvernement parle d'une seule voix. « Les gens ne savent plus qui ils doivent écouter. S'ils doivent écouter le ministre de la Santé, ou s'ils doivent écouter le président », a-t-il lâché. Excédé, l'ancien para Jair Bolsonaro a très vite réagi en assurant qu'« il allait s'occuper du cas de la Santé ».

« C'est la fin du monde »

Jeudi matin, le président brésilien a commencé à recevoir plusieurs candidats potentiels pour ce portefeuille de la Santé. Toutefois, la substitution du capitaine en pleine bataille contre le coronavirus, qui a officiellement causé la mort de 1.736 personnes et infecté 28.000 autres, apparaît périlleuse. « Changer un ministre pondéré et correct en pleine pandémie, c'est la fin du monde, estime un médecin répu-

té au Brésil. Mais on doit aller de l'avant, on n'a pas le choix ! »

En dépit de sa popularité, Luiz Henrique Mandetta, qui prévoit que mai et juin seront « les mois les plus durs », laisse un bilan mitigé. Tout d'abord, parce que la courbe des victimes ne cesse de grimper, mais surtout parce que le manque chronique de tests de dépistage pourrait occulter une réalité beaucoup plus grave.

Mobilisation exemplaire

Malgré la mobilisation exemplaire du personnel médical, le système public de santé commence déjà à montrer ses limites. Les salles de réanimation de certains hôpitaux de grandes villes, comme São Paulo ou Rio de Janeiro, commencent à être saturées.

Des hôpitaux de campagne ont été installés dans des stades de football, mais le déficit de lits de réanimation pourrait dépasser les 40.000.

Même chose à Manaus, en Amazonie, qui est devenu un problème préoccupant pour les autorités, car la ville ne dispose que de 50 lits de soins intensifs, et les cas ne cessent d'augmenter. « La courbe à Manaus est très proche de la limite de capacité du système sanitaire », admet Joao Gabbardo, numéro deux du ministère de la Santé.

Plusieurs hôpitaux de campagne ont été construits ou installés dans des stades de football. Mais le déficit de lits de réanimation pourrait dépasser les 40.000, selon l'Institut d'études pour les politiques de santé (IEPS, ONG basée à Rio), si 10 % de la population était contaminée.

— T. O.

Guayaquil en Equateur ne sait plus où mettre ses morts

Comme les autres pays d'Amérique latine, l'Equateur a peu investi dans son système de santé. A Guayaquil, un port de 2,7 millions d'habitants situé sur la côte Pacifique, le virus a circulé plus rapidement qu'ailleurs au point qu'aujourd'hui, les hôpitaux et les morgues sont saturés. « Il n'y a plus de place ni pour les vivants ni pour les morts », déplore la maire de Guayaquil. Alors que, faute de tests, le nombre de décès liés au virus demeure difficile à comptabiliser – le pays compte pour l'instant 388 décès – les autorités craignent de devoir en enregistrer dix fois plus dans les prochaines semaines.

Le président mexicain a pris des décisions sanitaires tardives contre le Covid-19 et hésite à présent à soutenir l'activité. Une attitude jugée dangereuse.

Michel de Grandi
@MdeGrandi

L'accord sur le pétrole entre pays exportateurs intervenu le 12 avril est venu opportunément occuper le devant de la scène, permettant à Andres Manuel Lopez Obrador, le président mexicain, de souffler un peu face aux multiples critiques dans sa gestion de l'épidémie de

coronavirus. Le trèfle à six feuilles et l'image pieuse qu'il avait brandie quelques jours plus tôt comme ses armes anti-Covid-19 n'ont pas convaincu. A juste titre, car l'inquiétude monte dans le pays que beaucoup d'experts estiment mal préparé à affronter une crise sanitaire et économique. « Le président mexicain a mis beaucoup de temps avant de prendre les premières mesures de confinement », constate Gaspard Estrada, directeur exécutif de l'Opalc (Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes) de Sciences Po. Adepte des bains de foule, « Amlor » n'a déclaré l'état d'urgence sanitaire que fin mars, bien après ses



Le président Jair Bolsonaro et le désormais ex-ministre de la Santé Luiz Henrique Mandetta utilisent un gel hydroalcoolique avant une conférence de presse, le 18 mars. Photo Sergio Lima/AFP

« Des dirigeants d'Amérique latine pourraient ne pas achever leur mandat »

Propos recueillis par **Thierry Ogier**
— Correspondant à São Paulo

La pandémie a ébranlé le gouvernement dans la région. A la crise sanitaire s'ajoute la combinaison d'une faible croissance économique, de cours de matières premières déprimés, de dépenses sociales insuffisantes et l'impopularité des dirigeants politiques, souligne Olivier Stuenkel. Un cocktail dangereux qui laisse entrevoir des années de fortes turbulences.

Comment se sont comportés les dirigeants latino-américains face à la pandémie ?

Trois gouvernements ont très mal réagi. Malheureusement, deux d'entre eux sont à la tête des deux principales économies de la région, puisque le Brésil et le Mexique ont longtemps minimisé le défi que cela représentait. Cela a entraîné beaucoup de confusion. On a perdu beaucoup de temps. Le cas du Nicaragua est aussi grave, mais le pays est plus petit. A l'exception de ceux-ci, la réaction a été assez bonne, dans la mesure où

OLIVER STUENKEL
Professeur de relations internationales à la Fondation Getúlio Vargas (FGV) à São Paulo

possible. L'Argentine et le Pérou ont plutôt fait du bon travail, même si, en général, les pays d'Amérique latine ont très peu investi dans la santé publique.

Mais il faut aussi rappeler que le Venezuela traverse une profonde crise humanitaire. La population est dans un tel état de désespoir et le système de santé est tellement à genoux que le gouvernement est difficilement en mesure d'apporter une réponse adéquate à la crise.

Le Brésil est un cas particulier, en raison de la figure du président Jair Bolsonaro...
Au Brésil, on a l'impression que les choses sont à la dérive. On doit faire face à un défi inédit, à une turbulence sans précédent, mais celui qui est censé piloter le pays ne paraît pas avoir de stratégie claire, comme s'il y avait une

bagarre dans le cockpit. C'est plutôt inquiétant... On risque même d'assister à une crise politique en pleine pandémie, ce qui est évidemment très grave.

La pandémie est-elle un facteur d'instabilité politique ?

Nous avons des années de fortes turbulences devant nous. Avec de nombreuses menaces sur la démocratie. Il ne faut pas oublier qu'avant cette crise l'Amérique latine enregistrait déjà la plus

mauvaise performance économique du monde. Et l'on peut désormais s'attendre à une série de crises politiques dans la région après la crise sanitaire. L'histoire nous enseigne qu'une combinaison de mauvais scénarios macroéconomiques, avec une faible croissance, des cours de matières premières déprimés, de faibles dépenses sociales et de faibles cotes de popularité, provoquent des manifestations.

Il y a déjà eu une vague d'agitation sociale avant cette crise...

Oui, on a déjà eu une série de manifestations dans plusieurs pays [NDLR : au Chili, en Colombie et en Bolivie], et la plupart des revendications n'ont pas abouti. Le terrain est très fertile pour que de nouvelles manifestations se déclenchent. Et dans de nombreux pays, la prochaine échéance présidentielle est lointaine car la plupart des dirigeants sont en début de mandat. La dimension de la crise est telle que l'on peut s'attendre à une phase d'instabilité et certains dirigeants pourraient ne pas achever pas leur mandat. Le risque est réel. ■

« Le terrain est très fertile pour que de nouvelles manifestations se déclenchent. [...] La dimension de la crise est telle que l'on peut s'attendre à une phase d'instabilité. »

Au Mexique, le président Lopez Obrador contesté

Le président mexicain a pris des décisions sanitaires tardives contre le Covid-19 et hésite à présent à soutenir l'activité. Une attitude jugée dangereuse.

Michel de Grandi
@MdeGrandi

L'accord sur le pétrole entre pays exportateurs intervenu le 12 avril est venu opportunément occuper le devant de la scène, permettant à Andres Manuel Lopez Obrador, le président mexicain, de souffler un peu face aux multiples critiques dans sa gestion de l'épidémie de

coronavirus. Le trèfle à six feuilles et l'image pieuse qu'il avait brandie quelques jours plus tôt comme ses armes anti-Covid-19 n'ont pas convaincu. A juste titre, car l'inquiétude monte dans le pays que beaucoup d'experts estiment mal préparé à affronter une crise sanitaire et économique. « Le président mexicain a mis beaucoup de temps avant de prendre les premières mesures de confinement », constate Gaspard Estrada, directeur exécutif de l'Opalc (Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes) de Sciences Po. Adepte des bains de foule, « Amlor » n'a déclaré l'état d'urgence sanitaire que fin mars, bien après ses

voisins. Le pays comptait alors 700 cas et 12 décès. Deux semaines plus tard, l'Etat d'Amérique du Nord fait encore figure d'exception sur un continent très touché, et affiche un ratio cas confirmés/décès nettement différent des autres pays. Si l'on compare les chiffres mexicains (5.847 cas confirmés et 449 morts), à ceux d'autres pays dans le monde au nombre de décès sensiblement identiques, le coronavirus présente un taux de létalité nettement plus élevé. A moins qu'il ne s'agisse d'un problème de comptabilisation...

L'Irlande, pour un nombre identique de décès, enregistre 11.480 cas. Au Canada, la province du Québec

fait état pour sa part de 435 décès pour 14.248 cas confirmés. L'Inde a 396 morts pour 11.555 cas identifiés. Difficile de savoir où se situe la vérité. Une chose est sûre : les Mexicains expriment clairement leur défiance envers le parti du président, Morena. Encore créditée de 33 % des intentions de vote en janvier, Morena vient de tomber à 18 %, selon un sondage national réalisé par téléphone en mars par « El Financiero ».

Austérité maintenue

Pour limiter les risques d'engorgement des hôpitaux publics – le pays dispose de 0,8 lit d'hôpital public pour 1.000 habitants contre 6 en

France, selon l'OCDE –, un accord a été passé avec les réseaux hospitaliers privés pour augmenter la capacité d'accueil et de traitement des personnes contaminées par le Covid-19. Pas plus qu'il n'a souhaité de mesures sanitaires draconiennes, le gouvernement n'entend pas non plus dépenser des sommes importantes pour maintenir l'activité, aider la trésorerie des entreprises et éviter une crise sociale. Il garde le cap de l'austérité et celui de la maîtrise des comptes publics pendant que ses voisins ont basculé en mode keynésien pour absorber la crise. Officiellement, « Amlor » ne veut pas aggraver les inégalités sociales. Dans

la deuxième économie latino-américaine, 42 % de la population vit encore sous le seuil de pauvreté, tandis que le secteur informel reste supérieur à 50 % de l'activité.

Pour le FMI, les nuages s'accumulent lourdement au-dessus du Mexique. Le chômage devrait cette année franchir la barre des 5 % (3,3 % l'an dernier) et son PIB se contracter de 6,6 % après -0,1 % en 2019. L'agence de notation financière Fitch a abaissé, mercredi, d'un cran la note de la dette souveraine à long terme à « BBB- », soit le dernier échelon de la catégorie « investissement ». Elle craint en même temps une « récession sévère ». ■